



ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

20 Janvier 2025

www.lodj.ma



REALLY GREAT SITE

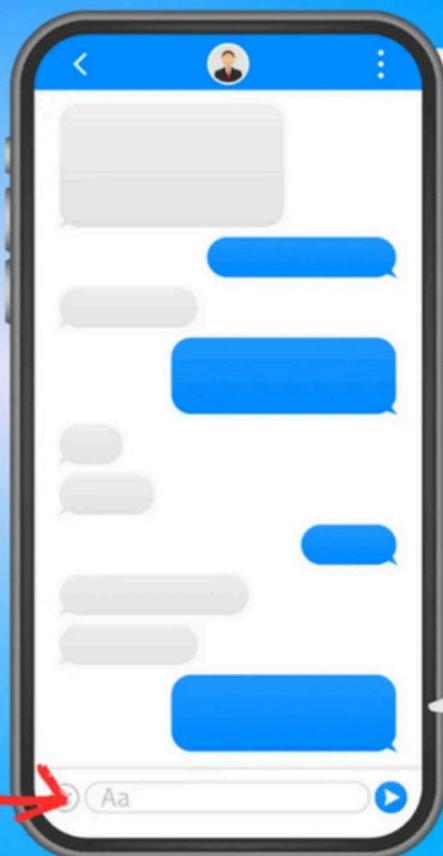
REALLY GREAT SITE



**I ARRIVE AND I CHANGE EVERYTHING:
POLITICS, ECONOMY, AND COMMERCE**

LODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



DONALD TRUMP À DE LA MAISON-BLANCHE : LE BLUFF POUR LE "DEAL" EN MARCHÉ

ANALYSE CRITIQUE DE LA COUR DES COMPTES SUR L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET PRIVÉ AU MAROC

UN BOND FISCAL IMPRESSIONNANT AU MAROC : VERS UNE ÉCONOMIE PLUS SOLIDE OU UNE PRESSION FISCALE ACCRUE ?

L'UNION EUROPÉENNE REVOIT SES QUOTAS D'IMPORTATION : UN COUP DUR POUR L'AGRICULTURE MAROCAINE ?

CONJONCTURE AUPRÈS DES MÉNAGES : UNE LÉGÈRE AMÉLIORATION DE LA CONFIANCE

RÉOUVERTURE DES DOUANES COMMERCIALES À SEBTA ET MELILIA : UNE AVANCÉE STRATÉGIQUE

ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'OBLIGATION DES ASSURANCES « TOUS RISQUES CHANTIER » ET « RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCENNALE »

BILLETS : LAURENT ALEXANDRE : L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE COMME CLÉ DE L'IMMORTALITÉ ?



Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 13 JANVIER 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : ADNANE BENCHAKROUN - MAMOUNE ACHARKI - MOHAMED AIT BELLAHCEN

CHRONIQUEURS INVITÉS : AZIZA BENKIRANE - JAMAL BENADDOU IDRISSE - SOPHIA EL KHENSAE BENTAMY

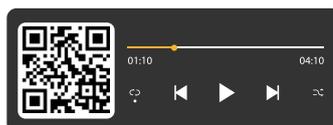
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



LE LIRE C'EST BIEN,
L'ÉCOUTER C'EST
ENCORE MIEUX !

DONALD TRUMP À DE LA MAISON-BLANCHE : LE BLUFF POUR LE "DEAL" EN MARCHÉ

Bluff, audace et géopolitique : une stratégie présidentielle déjà en marche

À la veille de son investiture, Donald Trump s'apprête à devenir le 45^e président des États-Unis. Déjà, il fait trembler la scène internationale par son style atypique, qui mêle bluff, audace et vision transactionnelle. Alors qu'il n'a pas encore posé le pied dans le Bureau ovale, plusieurs signaux de sa stratégie émergent, avec des cibles géopolitiques clés comme le Canada, le Groenland et les routes stratégiques mondiales, incarnées par le canal de Panama.

Un président prêt à secouer les alliances : le Canada en première ligne

Dès la campagne électorale, Donald Trump a ciblé des alliés de longue date comme le Canada, dénonçant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) comme étant défavorable aux intérêts américains. À J-2 de son mandat, les prémices de son approche se dessinent : une posture de confrontation avec Justin Trudeau, visant à forcer une renégociation des termes de l'accord. Ce bras de fer présage une rupture dans les relations traditionnelles des États-Unis avec leurs partenaires, où le bluff et la pression remplaceront la coopération et la diplomatie traditionnelle.

Le Groenland : une ambition audacieuse et inattendue

Bien qu'il ne soit pas encore officiellement président, Trump a déjà exprimé des idées aussi audacieuses qu'insolites, comme l'achat potentiel du Groenland. Ce territoire autonome sous souveraineté danoise, riche en ressources naturelles et stratégique pour l'Arctique, représente un enjeu crucial dans la compétition mondiale. Si cette déclaration semble à première vue irréaliste, elle s'inscrit dans une vision plus large : celle d'un président pour qui tout peut être négocié, même les territoires.

Le Groenland incarne aussi la stratégie de Trump de positionner les États-Unis dans des régions clés, en réponse à la montée en puissance de la Chine et de la Russie dans l'Arctique. Cependant, cette vision transactionnelle, parfois perçue comme brutale, pourrait dès le début de son mandat heurter des alliés européens comme le Danemark.

Le canal de Panama : verrouiller les routes stratégiques

Autre symbole de la stratégie trumpienne, le canal de Panama. À la croisée des grandes routes maritimes, ce passage vital pour le commerce mondial est au cœur des ambitions américaines depuis sa création. Alors que la Chine intensifie sa présence économique et diplomatique en Amérique latine, Trump semble prêt à réaffirmer la domination américaine sur ces routes stratégiques.

Cette logique illustre un trait clé de son approche : le contrôle des points névralgiques de l'économie mondiale pour renforcer le leadership américain. Cependant, cette obsession pour les gains immédiats pourrait compromettre les relations avec des partenaires latino-américains, déjà fragilisées par la rhétorique protectionniste de Trump.

Un style de président : bluff et opportunisme
Même avant son entrée à la Maison-Blanche, Trump montre qu'il gouvernera comme il a fait des affaires : en bluffant pour obtenir un avantage. À la manière d'un négociateur aguerri, il utilise des déclarations-chocs et des stratégies de pression pour détourner l'attention ou forcer des concessions. Ce style rappelle l'image du goéland : opportuniste, survolant les territoires pour saisir les opportunités, mais parfois perçu comme envahissant ou bruyant.

À J-1 de son investiture, Donald Trump laisse entrevoir une présidence marquée par l'audace et l'imprévisibilité. Que ce soit dans ses ambitions pour le Canada, ses idées sur le Groenland ou ses plans pour les routes stratégiques comme le canal de Panama, il cherche à imposer une nouvelle logique transactionnelle.

Cependant, cette approche, basée sur le bluff et les coups d'éclat, soulève des questions sur sa viabilité à long terme. Si elle peut produire des gains rapides, elle risque aussi de fragiliser les alliances et d'éroder la position des États-Unis sur la scène mondiale.

Donald Trump ne fait déjà plus l'unanimité, mais il impose une chose : son style.

ANALYSE CRITIQUE DE LA COUR DES COMPTES SUR L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET PRIVÉ AU MAROC

Mme El Adaoui met en avant la nécessité de maintenir l'effort de l'investissement public et favoriser son rôle de levier pour l'investissement privé

La présentation du rapport de la Cour des Comptes par Zineb El Adaoui, le 15 janvier 2025, a mis en lumière des enjeux stratégiques cruciaux pour le Maroc. Tandis que le Royaume poursuit des investissements publics conséquents, une question persiste : comment équilibrer ces efforts avec la nécessité de mobiliser l'investissement privé pour garantir une croissance durable et réduire la pression sur les finances publiques ?

Un effort d'investissement public massif mais fragile

Entre 2015 et 2023, les dépenses d'investissement public sont passées de 52,3 milliards de dirhams à 119,2 milliards de dirhams. Cette augmentation témoigne de la priorité accordée par l'État à la relance économique et aux grands chantiers. Cependant, cette dynamique s'accompagne de risques pour les finances publiques. En effet, les pressions croissantes liées à des réformes ambitieuses, comme la protection sociale, et à des défis structurels, tels que le stress hydrique, exigent des financements supplémentaires. Le programme national pour l'eau potable et l'irrigation nécessite à lui seul 143 milliards de dirhams d'ici 2027.

Les défis de l'investissement privé : un levier sous-exploité

Le constat de la Cour des Comptes est sans appel : l'investissement privé reste en deçà des attentes. Cette faiblesse freine l'efficacité de l'allocation des ressources et la création de marges budgétaires. Accroître la contribution du secteur privé devient une priorité pour soutenir les réformes en cours et limiter les transferts massifs du budget de l'État vers les établissements publics, qui ont dépassé 65 milliards de dirhams en 2023.

La réforme du système d'investissement et la diversification des sources de financement sont présentées comme des solutions indispensables. Parmi les pistes évoquées figurent l'accélération des réformes fiscales, la restructuration des entreprises publiques et la recherche de financements innovants. Ces mesures, bien que prometteuses, doivent être mises en œuvre rapidement pour prévenir des crises financières à moyen terme.

Des investissements publics en hausse mais à quel prix pour les finances de l'État ? Réformes et innovation : l'urgence de mobiliser le secteur privé Une bombe à retardement : le défi du système de retraite marocain



L'exemple de la Caisse Marocaine de Retraite (CMR) illustre cette urgence. Avec un déficit technique de 9,8 milliards de dirhams en 2023 et des réserves susceptibles de s'épuiser d'ici 2028, le système de retraite constitue une véritable bombe à retardement.

L'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et la coorganisation de la Coupe du Monde 2030 ajoutent une pression supplémentaire sur les finances publiques. Ces événements requièrent des investissements importants pour moderniser les infrastructures, tout en représentant une opportunité de stimuler les investissements privés.

En somme, l'analyse de la Cour des Comptes révèle un dilemme complexe : maintenir un effort public conséquent tout en encourageant l'investissement privé. La question clé reste : le Maroc saura-t-il transformer ces défis en opportunités pour construire une économie résiliente ?

LODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES



Un bond fiscal impressionnant au Maroc : vers une économie plus solide ou une pression fiscale accrue ?

Une réforme à multiples facettes pour des objectifs sociaux

Entre 2020 et 2024, le Maroc a enregistré une croissance spectaculaire de ses recettes fiscales, atteignant 299 milliards de dirhams, soit une augmentation de 100 milliards en seulement quatre ans. Cette performance est attribuée à une réforme fiscale ambitieuse, mais elle soulève également des questions sur les implications pour les contribuables et l'économie nationale. Comment le pays peut-il maintenir cette dynamique tout en garantissant un équilibre fiscal ?

Sous l'impulsion de la réforme fiscale, le gouvernement a mobilisé des fonds significatifs pour soutenir des initiatives sociales et économiques.

Parmi les 100 milliards de dirhams additionnels, 44 milliards ont financé le dialogue social, renforçant ainsi les engagements envers les syndicats et les salariés. De leur côté, 35 milliards de dirhams ont été alloués à des aides directes pour soutenir les ménages vulnérables, tandis que 19,5 milliards ont servi à renforcer la couverture médicale universelle.

L'adoption de la Contribution Professionnelle Unique (CPU) illustre la volonté de simplifier le système fiscal, tout en l'adaptant aux réalités économiques des professions libérales et des petites entreprises. De plus, les efforts pour lutter contre l'évasion fiscale ont porté leurs fruits : les contrôles renforcés en 2024 ont permis de récupérer 17,77 milliards de dirhams, en hausse de 26,4 % par rapport à l'année précédente.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'impôt sur les sociétés a progressé de 48,8 milliards de dirhams en 2020 à 70 milliards en 2024, reflétant la dynamique des grandes entreprises marocaines. La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), quant à elle, a connu une augmentation de 59 %, atteignant 89 milliards de dirhams. Enfin, l'impôt sur le revenu a grimpé à 59,6 milliards, boosté par l'élargissement de l'assiette fiscale aux revenus non salariaux.

Cependant, ces avancées ne sont pas sans controverse. Pour de nombreux ménages, ces hausses fiscales pourraient alimenter un sentiment de pression croissante, malgré les exonérations annoncées pour les revenus modestes et les retraités. Par exemple, les salaires inférieurs à 6 000 dirhams sont désormais exonérés d'impôt, et des efforts financiers ciblant la classe moyenne, à hauteur de 8,5 milliards de dirhams, ont été mis en place.

L'opération de régularisation volontaire, qui a permis de récupérer 127 milliards de dirhams, est une autre pierre angulaire de cette réforme. En offrant une confidentialité accrue aux déclarants, le gouvernement a encouragé une transparence fiscale inédite. Cependant, la question reste : cette dynamique est-elle soutenable ?

Avec un déficit budgétaire prévu à 4 % et une dette publique stabilisée à 69,5 % du PIB, les marges de manœuvre restent limitées. Si ces chiffres traduisent une gestion rigoureuse, ils interrogent également sur la capacité à attirer des investissements massifs tout en préservant un climat fiscal compétitif.

Le Maroc semble donc à la croisée des chemins : capitaliser sur cette avancée pour consolider l'économie ou risquer de voir ces progrès effrités par des pressions socio-économiques croissantes.

L'Union européenne revoit ses quotas d'importation : un coup dur pour l'agriculture marocaine ?

Une décision aux implications multiples et des conséquences économiques et sociales préoccupantes

L'Union européenne (UE) a récemment annoncé une révision des quotas d'importation pour certains produits agricoles en provenance du Maroc. Cette décision, officiellement justifiée par des préoccupations environnementales et des politiques de durabilité renforcées, pourrait bouleverser un secteur clé de l'économie marocaine.

Le Maroc, quatrième fournisseur de produits agricoles pour l'UE, voit cette révision comme une menace directe pour ses exportateurs. Les produits concernés incluent principalement les agrumes, les tomates et les fruits rouges, secteurs où le pays excelle. Ces quotas, désormais plus stricts, pourraient limiter l'accès des produits marocains aux marchés européens, entraînant une baisse significative des revenus des agriculteurs et des entreprises exportatrices.

Cette mesure intervient dans un contexte où le Maroc investit massivement dans son agriculture à travers des programmes comme la stratégie "Génération Green". Toutefois, cette décision européenne risque de freiner ces efforts en diminuant la compétitivité des produits marocains sur le marché international.

Les agriculteurs marocains, particulièrement ceux opérant dans les petites exploitations, redoutent les répercussions de cette mesure. Moins de débouchés en Europe pourraient conduire à des surplus de production et à des baisses de prix sur le marché intérieur. À cela s'ajoute le risque de pertes d'emplois dans un secteur qui emploie près de 40 % de la population active.

Sur le plan macroéconomique, cette décision pourrait aggraver le déficit commercial du pays. L'UE représentant près de 60 % des exportations agricoles marocaines, le Maroc pourrait être contraint de rechercher de nouveaux partenaires commerciaux en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie pour compenser les pertes.



Face à ce défi, les autorités marocaines sont appelées à agir rapidement. Diversifier les marchés d'exportation, renforcer les normes environnementales pour s'aligner sur les exigences européennes, et investir davantage dans la transformation locale des produits agricoles pourraient constituer des solutions viables à long terme.

Cette décision européenne, bien qu'inattendue, pourrait également servir de levier pour intensifier les discussions bilatérales entre le Maroc et l'UE. À travers un dialogue constructif, le Maroc pourrait négocier des conditions plus favorables, tout en mettant en avant ses efforts pour une agriculture durable.



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

R212j

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!



Conjoncture auprès des ménages : une légère amélioration de la confiance

Les prix alimentaires, un défi majeur

La quasi-totalité des ménages (97,5 %) signalent une augmentation des prix des produits alimentaires en 2024. Ce sentiment persiste pour l'année à venir, où 83,3 % s'attendent à une hausse continue, maintenant un solde négatif à -81,8 points.

Bien que les indicateurs montrent des signes positifs, notamment dans la qualité des prestations administratives (+38,4 points), d'autres aspects, comme l'enseignement et la santé, enregistrent des détériorations notables, avec des soldes respectifs de -39,8 points et -48,8 points.

Ce rapport met en lumière les défis économiques persistants, tout en signalant des marges d'amélioration dans certains secteurs.

Le regain de confiance observé reste fragile et dépendra des évolutions économiques et sociales à venir.



Perspectives générales : une confiance fragile et une perception mitigée du niveau de vie

Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a publié les résultats de son enquête de conjoncture pour le quatrième trimestre 2024.

Malgré un contexte marqué par des perceptions économiques majoritairement négatives, l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) montre une légère progression, atteignant 46,5 points, contre 46,2 points au trimestre précédent et 44,3 points à la même période en 2023.

81 % des ménages estiment que leur niveau de vie s'est détérioré au cours des 12 derniers mois, contre seulement 4,8 % observant une amélioration.

Cependant, les perspectives pour l'année à venir restent prudentes : 53,8 % prévoient une dégradation, tandis que 7,7 % espèrent une amélioration.

Le solde d'opinion pour ces attentes s'établit à -46,1 points, marquant une légère reprise par rapport au trimestre précédent (-49,3 points).

L'enquête révèle que 82,7 % des ménages anticipent une hausse du chômage dans les 12 prochains mois.

Bien que ce sentiment reste négatif, le solde d'opinion de -77,2 points traduit une amélioration marginale par rapport à l'année précédente (-80,3 points).

Le quatrième trimestre 2024 a vu 80 % des ménages juger inopportuniste l'achat de biens durables, aggravant le solde d'opinion à -71,9 points, contre -69,7 points un trimestre auparavant.

Parallèlement, seuls 2,3 % des ménages réussissent à épargner, tandis que 41,2 % déclarent recourir à des dettes ou à leur épargne.

Des intros à la bourse de Casablanca !

Selon des sources fiables, deux nouvelles introductions en bourse seraient en préparation et devraient être finalisées prochainement, renforçant ainsi l'attractivité du marché financier marocain.

Parmi les entreprises pressenties, une filiale du géant mondial OCP, potentiellement Nutricorps, pourrait faire son entrée en bourse, marquant une nouvelle étape dans la diversification des activités du groupe, notamment dans le secteur agro-industriel.

Par ailleurs, Oncorad, acteur majeur de la santé privée au Maroc, envisagerait également de s'introduire à la Bourse de Casablanca, rejoignant ainsi son concurrent Akdital, déjà coté, ce qui témoigne de la dynamique croissante du secteur médical marocain sur le plan financier.





Réouverture des douanes commerciales à Sebta et Melilia : une avancée stratégique

Après plusieurs années de fermeture, les douanes commerciales entre le Maroc et les enclaves espagnoles de Sebta et Melilia ont rouvert leurs portes. Cette décision marque une étape significative dans les relations bilatérales entre Rabat et Madrid, tout en offrant de nouvelles perspectives pour les échanges économiques dans la région.

Fermées depuis 2018, ces douanes ont longtemps été au centre des tensions commerciales et politiques entre le Maroc et l'Espagne. Leur réouverture témoigne d'une volonté mutuelle de renforcer la coopération économique et de surmonter les différends. Selon des responsables marocains, cette initiative s'inscrit dans une stratégie visant à intégrer les enclaves dans un cadre de commerce régulier et transparent.

Pour les acteurs économiques locaux, cette reprise est synonyme d'un nouvel élan. Les échanges commerciaux, désormais sous contrôle douanier, promettent de dynamiser les économies de Sebta, Melilia et des régions frontalières marocaines.

Les commerçants marocains, en particulier, y voient une opportunité de relancer leurs activités dans un cadre formel, mettant fin aux pratiques informelles qui prédominaient auparavant.

Les douanes commerciales de Sebta et Melilia rouvrent après une longue fermeture
Reprise des échanges commerciaux entre le Maroc et les enclaves espagnoles
La coopération économique renforcée par la réouverture des douanes à Sebta et Melilia

Cependant, des inquiétudes subsistent quant à la capacité des infrastructures actuelles à gérer les flux commerciaux croissants. Les experts appellent à des investissements dans les équipements logistiques et les ressources humaines pour assurer un fonctionnement fluide.

Au-delà de l'économie, cette réouverture reflète une volonté politique de renforcer les relations diplomatiques entre le Maroc et l'Espagne. Après les tensions liées à la question du Sahara occidental, cette initiative montre que les deux pays sont déterminés à bâtir un partenariat solide basé sur la confiance et les intérêts communs.

L'un des défis majeurs sera de garantir la régulation des flux commerciaux et de prévenir toute activité illicite, comme la contrebande, qui constituait une problématique majeure par le passé.

Des mesures de contrôle douanier renforcées devront être mises en place pour sécuriser ces échanges.

Cette réouverture des douanes commerciales pourrait constituer un levier de croissance pour les régions concernées, tout en consolidant les liens entre le Maroc et l'Espagne.

Cependant, son succès dépendra de la mise en œuvre d'une régulation efficace et d'investissements dans les infrastructures frontalières.

L'OPINION DES JEUNES



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



@lodjmaroc      

ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'OBLIGATION DES ASSURANCES « TOUS RISQUES CHANTIER » ET « RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCENNALE »



Depuis le 30 décembre 2024, deux nouvelles obligations d'assurance dans le secteur de la construction sont entrées en vigueur au Maroc : l'assurance « Tous Risques Chantier » (TRC) et l'assurance « Responsabilité Civile Décennale » (RCD). Ces mesures, annoncées par l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) et la Fédération Marocaine de l'Assurance (FMA), visent à protéger les parties prenantes des projets de construction tout en renforçant le respect des exigences réglementaires.

Construire en toute sécurité :

Ces nouvelles assurances, rendues obligatoires par deux arrêtés ministériels publiés au Bulletin Officiel, instaurent un cadre structuré et sécurisé pour les projets de construction. Ces textes, élaborés sur proposition de l'ACAPS conformément au Code des assurances, définissent les paramètres clés des contrats TRC et RCD, tels que les plafonds de garantie, les franchises, ainsi que les exclusions.

L'objectif principal est de protéger les maîtres d'ouvrage, les architectes, les ingénieurs et les entrepreneurs, tout en garantissant une couverture financière face aux risques inhérents aux projets de construction. Cette réforme marque une étape importante pour la responsabilisation et la professionnalisation du secteur.

Les spécificités des assurances TRC et RCD

1- L'assurance « Tous Risques Chantier » (TRC)

Obligatoire pour le maître d'ouvrage pendant toute la durée des travaux, cette assurance inclut :

- Une garantie dommages couvrant les préjudices matériels affectant la construction, les matériaux et les équipements du chantier.
- Une garantie responsabilité civile couvrant les dommages causés à des tiers durant les travaux.
- Cette couverture protège le maître d'ouvrage ainsi que les professionnels impliqués jusqu'à la réception des travaux.

2- L'assurance « Responsabilité Civile Décennale » (RCD)

Obligatoire pour les architectes, ingénieurs et entrepreneurs, cette assurance prend effet après la réception des travaux et reste valide pendant 10 ans. Elle couvre les dommages compromettant la solidité de l'ouvrage, comme les effondrements dus à des vices de construction ou des matériaux défectueux.

Ces obligations s'appliquent aux constructions à usage industriel, commercial, hôtelier, sportif, ou d'hébergement, ainsi qu'aux bâtiments résidentiels de plus de trois étages ou dépassant une superficie de 800 m². De plus, l'obtention du permis d'habiter ou du certificat de conformité est désormais conditionnée par la présentation d'un certificat d'assurance RCD valide.

L'ACAPS et la FMA veilleront à la mise en œuvre rigoureuse de ces deux obligations pour garantir une protection optimale aux assurés et aux bénéficiaires des contrats.





LA FEZ SMART FACTORY

La Fez Smart Factory (FSF), premier écosystème d'innovation dédié à l'industrie 4.0 au Maroc, a officiellement lancé ses activités sur le campus de l'Université Euromed de Fès (UEMF), avec pour ambition de favoriser l'émergence d'un secteur industriel national intelligent et innovant.

Avec un investissement initial de 111,3 millions de dirhams pour sa première phase, la FSF accompagne les porteurs de projets, startups et industriels dans le développement d'usines intelligentes et de produits innovants.

Cet écosystème soutient également la transformation d'unités industrielles existantes en usines 4.0, renforçant ainsi la position du Maroc dans la transition mondiale vers une industrie intelligente.

QUELS MÉTIERS SERONT EN VOGUE EN 2025 ?



En 2025, des métiers liés à la technologie, au tourisme et au développement durable domineront les offres d'emploi, selon LinkedIn.

Une transformation constante

Le marché du travail continue de se transformer à un rythme effréné, façonné par des avancées technologiques, des impératifs environnementaux et des mutations économiques globales.

Pour les personnes en quête d'opportunités professionnelles, LinkedIn a dévoilé une liste des 25 métiers qui devraient recruter le plus en 2025.

Ce classement, élaboré à partir des tendances observées sur la plateforme au cours des derniers mois, met en lumière les secteurs d'avenir et les compétences les plus recherchées.

Une transformation rapide des besoins

Les métiers de demain diffèrent souvent de ceux d'hier. Selon LinkedIn, environ 40 % des professions les plus en demande en 2025 n'existaient pas il y a 25 ans.

Ce chiffre illustre à quel point les évolutions économiques et technologiques redéfinissent le paysage professionnel.

Par exemple, des métiers liés à l'intelligence artificielle, comme celui d'ingénieur IA, apparaissent désormais comme des piliers incontournables.

En tête du classement, on trouve les inspecteurs qualité, une fonction essentielle pour répondre aux exigences croissantes en matière de production.

La demande pour ce poste est symptomatique d'une économie où la satisfaction du client et la conformité des produits sont des priorités.

Le tourisme et l'innovation en pleine expansion

Le secteur du tourisme se distingue également avec plusieurs professions en forte demande, telles que steward, hôtesse de l'air, conseiller voyage et mécanicien aéronautique.

Cette dynamique s'explique par le regain d'intérêt pour les voyages, combiné à une volonté d'améliorer l'expérience des passagers.

Les métiers technologiques ne sont pas en reste : testeur logiciel, expert en cybersécurité et responsable applications figurent parmi les plus prisés.

Dans un monde toujours plus numérisé, la maîtrise des outils informatiques et des technologies émergentes devient cruciale.

En parallèle, les enjeux environnementaux boostent la popularité de postes comme celui de responsable RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) ou d'Energy Manager.

Ces rôles illustrent une transition vers des pratiques durables, répondant aux attentes croissantes des entreprises et des consommateurs.

QUELS MÉTIERS SERONT EN VOGUE EN 2025 ?

Compétences techniques et humaines

Au-delà des métiers eux-mêmes, les recruteurs s'intéressent particulièrement à deux types de compétences : les hard skills et les soft skills.

La maîtrise de l'intelligence artificielle et des technologies numériques reste un atout majeur. Cependant, les qualités humaines comme la communication, la gestion d'équipe et l'adaptabilité gagnent en importance.

Des postes comme responsable service client ou conseiller voyage valorisent particulièrement ces aptitudes.

Le top 5 des métiers de 2025 :

Inspecteur qualité

Responsable des admissions dans les établissements d'enseignement supérieur

Analyste comptable

Banquier privé

Steward / Hôtesse de l'air

Les secteurs porteurs

D'autres métiers se démarquent par leur potentiel de recrutement. Les ingénieurs en performance et en logistique jouent un rôle clé dans l'optimisation des processus industriels, tandis que les responsables de projet industriel et export participent à la compétitivité des entreprises sur la scène internationale.

Le secteur de la santé, quant à lui, voit émerger des besoins accrus en directeurs d'établissement et en spécialistes des revenus.

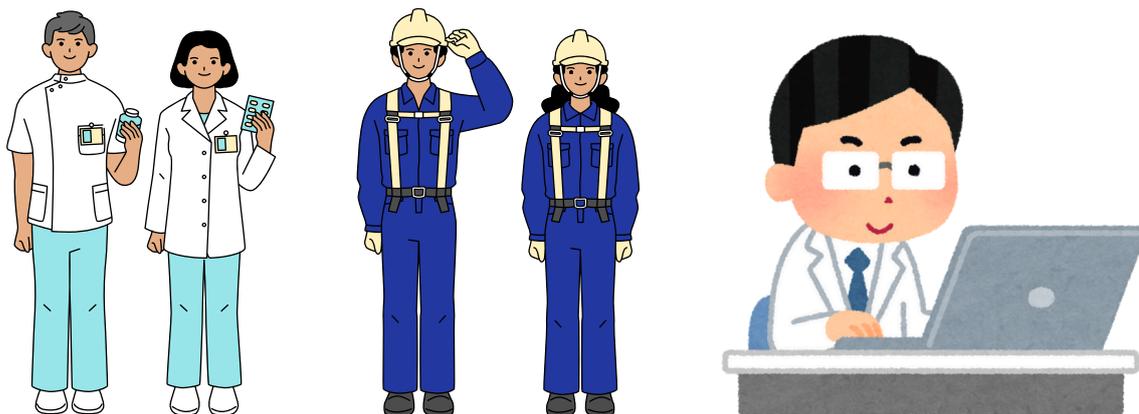
Ces fonctions reflètent la nécessité d'allier expertise médicale et gestion efficace pour répondre à la demande croissante de soins de qualité.

Une évolution prometteuse

En somme, les métiers de 2025 traduisent les mutations profondes du monde professionnel.

Qu'il s'agisse de développement durable, d'innovation technologique ou de compétences humaines, ces domaines reflètent une société en quête d'équilibre entre performance, éthique et progrès.

Pour les chercheurs d'emploi, comprendre ces tendances représente une opportunité précieuse de se positionner sur un marché du travail en pleine effervescence.



Unilever, leader mondial des produits de grande consommation, renforce sa présence en Afrique en inaugurant de nouveaux bureaux au sein de Casablanca Finance City (CFC).

Cette implantation stratégique permettra à l'entreprise de bénéficier des infrastructures modernes et des avantages offerts par CFC, facilitant ainsi ses opérations et son expansion dans la région.

En rejoignant d'autres multinationales qui ont opté pour CFC, Unilever témoigne de l'attractivité croissante de Casablanca en tant que centre névralgique pour les affaires en Afrique.



Maroc-GCC : Vers une coopération renforcée dans les énergies renouvelables et les infrastructures

Le 14 janvier 2025, des déclarations officielles ont confirmé l'avancement des discussions entre le Maroc et les pays du Conseil de coopération du Golfe (GCC) en vue d'élargir leur coopération économique.

Ces échanges portent principalement sur les investissements bilatéraux dans les secteurs stratégiques des énergies renouvelables et des infrastructures.

Ce rapprochement s'inscrit dans une volonté commune de consolider des partenariats à fort potentiel de croissance.

Le Maroc, pionnier en Afrique dans le domaine des énergies renouvelables grâce à des projets emblématiques comme la centrale solaire Noor à Ouarzazate, bénéficie d'une expertise reconnue qui attire les investisseurs étrangers. De leur côté, les pays du GCC, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar, disposent d'importantes capacités financières qu'ils cherchent à diversifier au-delà des hydrocarbures.



Une vision commune pour le développement durable

Les discussions actuelles visent à mobiliser ces fonds pour soutenir des projets marocains liés à l'énergie solaire, éolienne et hydraulique, mais également pour renforcer les infrastructures critiques, telles que les réseaux de transport et les plateformes logistiques. Ces investissements pourraient jouer un rôle déterminant dans l'accélération de la transition énergétique et dans la modernisation des infrastructures marocaines, essentielles au développement économique.

Pour le Maroc, l'élargissement de la coopération avec le GCC représente une opportunité stratégique majeure. En diversifiant ses partenaires financiers, le royaume pourrait réduire sa dépendance vis-à-vis des investisseurs traditionnels européens et chinois. Ces nouveaux flux de capitaux permettraient également de financer des projets ambitieux inclus dans le modèle de développement national, renforçant ainsi la résilience économique du pays.

Par ailleurs, cette collaboration s'inscrit dans une dynamique géopolitique où le Maroc cherche à consolider ses alliances avec des partenaires du monde arabe. Le GCC, de son côté, voit dans cette coopération un moyen de renforcer sa présence en Afrique, un marché en pleine expansion.

Les prochains mois seront cruciaux pour concrétiser ces discussions et définir les modalités pratiques des investissements. La mise en place de partenariats public-privé, la création de fonds conjoints et l'accélération des projets pilotes sont autant de pistes envisagées pour concrétiser cette vision.



La Honda e : Vers une nouvelle génération électrique plus abordable ?

Honda, la marque japonaise emblématique, semble prête à faire son retour sur le marché des citadines électriques avec une nouvelle version de son modèle rétro, la Honda e. Après un lancement initial qui a suscité des attentes, la première itération de ce véhicule a déçu par ses performances techniques et son prix élevé. Cependant, Honda ne se laisse pas décourager et envisage de proposer une alternative plus accessible pour les conducteurs urbains.

Une Nouvelle vie électrique à petit prix ?

Lors d'une récente conférence au CES de Las Vegas, Katsushi Inoue, responsable de l'électrification chez Honda, a laissé entendre que la marque se concentrera sur le développement de la Série 0, tout en prévoyant de lancer des modèles plus compacts et économiques.

Cette annonce a ravivé l'intérêt pour la Honda e, qui pourrait bénéficier d'une nouvelle plateforme, adaptée aux besoins des citadins.

Les spéculations vont bon train concernant les caractéristiques de cette future citadine. Certains experts évoquent des collaborations avec des partenaires chinois, similaires à celles qui ont donné naissance au SUV électrique e:Ny1.

Ce dernier, bien que prometteur, a rencontré des critiques sur son autonomie, laissant espérer que la prochaine Honda e sera mieux conçue pour les trajets prolongés.

Visuellement, cette nouvelle version pourrait s'inspirer du design du Honda Sustaina-C, présenté au salon de Tokyo en 2023, tout en évoquant les lignes de la célèbre Honda City/Jazz.

Les passionnés rêvent déjà d'une intégration de solutions de mobilité innovantes, telles que la Motocompacto, pour enrichir l'expérience urbaine.

Avec cette nouvelle direction, Honda pourrait bien redonner vie à son héritage tout en répondant aux défis contemporains de la mobilité durable.

L'avenir de la voiture électrique à petit prix au Maroc

L'essor des voitures électriques (VE) à petit prix au Maroc représente une opportunité majeure pour la transition énergétique et la démocratisation des nouvelles technologies. Alors que les prix élevés des modèles actuels constituent un frein pour de nombreux ménages, l'émergence de véhicules économiques pourrait transformer le paysage automobile national.

Les ambitions du Royaume, alignées sur les stratégies de développement durable, placent les VE au cœur des priorités. Avec des initiatives comme l'installation de bornes de recharge dans les grandes villes et des partenariats internationaux pour la production locale, le Maroc se positionne comme un hub prometteur pour ce marché. L'accès à une énergie renouvelable abondante, notamment grâce aux parcs solaires de Ouarzazate, pourrait aussi réduire les coûts d'utilisation.

Cependant, des défis subsistent. L'absence d'infrastructures suffisantes, les coûts initiaux d'importation et la sensibilisation limitée du public freinent l'adoption massive. Encourager les subventions, renforcer la production locale et promouvoir des modèles adaptés au pouvoir d'achat des Marocains pourraient changer la donne.

L'avenir de la voiture électrique à petit prix repose donc sur un écosystème équilibré entre innovation, accessibilité et soutien gouvernemental. Une transition réussie pourrait faire du Maroc un modèle régional en matière de mobilité durable.



“ Laurent Alexandre : L'intelligence artificielle comme clé de l'immortalité ?

L'IA : une opportunité pour l'humanité

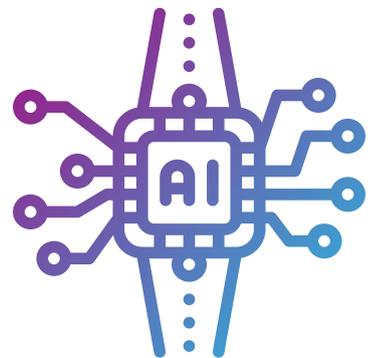
Dr Laurent Alexandre, connu pour ses analyses critiques sur l'intelligence artificielle, a opéré un virage surprenant dans sa réflexion. Alors que la guerre des intelligences à l'heure de ChatGPT (mai 2023) mettait en garde contre les dangers d'une IA mal maîtrisée, son dernier ouvrage, *ChatGPT va nous rendre immortels* (avril 2024), adopte une posture résolument optimiste. Désormais, il perçoit l'IA comme une révolution majeure capable non seulement de transformer nos vies, mais aussi de repousser les limites de la condition humaine, ouvrant la voie à des avancées spectaculaires dans la santé et la longévité.

Dans son ouvrage le plus récent, *ChatGPT va nous rendre immortels*, publié en avril 2024, Laurent Alexandre adopte une perspective résolument optimiste quant à l'intelligence artificielle (IA). Il explore comment des avancées telles que ChatGPT pourraient repousser les limites de la condition humaine, notamment en prolongeant la durée de vie et en améliorant la qualité de vie. Cette position contraste avec ses précédentes mises en garde, indiquant une évolution de sa réflexion vers une vision plus favorable de l'IA et de ses applications potentielles.

Dans son ouvrage récent *ChatGPT va nous rendre immortels*, Laurent Alexandre adopte une posture inattendue, voire révolutionnaire, sur l'intelligence artificielle (IA). Longtemps perçu comme un penseur critique des technologies disruptives, il dévoile dans ce livre un enthousiasme manifeste pour l'IA, allant jusqu'à la considérer comme un levier capable de bouleverser les frontières de la condition humaine, et même de repousser la mort. Cette vision, audacieuse et parfois controversée, mérite d'être explorée en profondeur.

Laurent Alexandre affirme que des technologies comme ChatGPT symbolisent bien plus qu'un simple outil de productivité ou de divertissement. Pour lui, elles représentent un tournant anthropologique dans l'histoire humaine. Il avance que l'IA n'est plus uniquement une machine de calcul, mais un partenaire intellectuel capable d'amplifier les capacités humaines.

Dans le domaine médical, l'auteur voit dans l'IA une promesse de révolution thérapeutique. Il souligne son rôle dans la médecine prédictive, avec des systèmes capables d'analyser des milliards de données biologiques pour anticiper des pathologies et proposer des traitements hyper-personnalisés. Plus encore, l'IA pourrait être la clé pour vaincre les maladies aujourd'hui incurables et pour ralentir le processus de vieillissement. Selon Alexandre, l'IA, combinée à des avancées en biotechnologie et en nanotechnologie, ouvre la voie à ce qu'il appelle "l'horizon de l'immortalité relative".





“ Laurent Alexandre : L'intelligence artificielle comme clé de l'immortalité ?

L'auteur va plus loin en suggérant que l'IA redéfinira les valeurs fondamentales de la société.

L'immortalité relative que pourrait offrir cette technologie amènera des bouleversements éthiques et sociaux majeurs.

Si l'espérance de vie augmente significativement grâce à l'IA, quelles seront les conséquences sur la démographie, l'économie et les systèmes de retraite ?

Laurent Alexandre invite à penser ces questions dès aujourd'hui pour éviter que les innovations technologiques ne creusent davantage les inégalités mondiales.

Bien qu'il soit résolument optimiste, Alexandre reste lucide sur les défis à surmonter pour concrétiser cette vision.

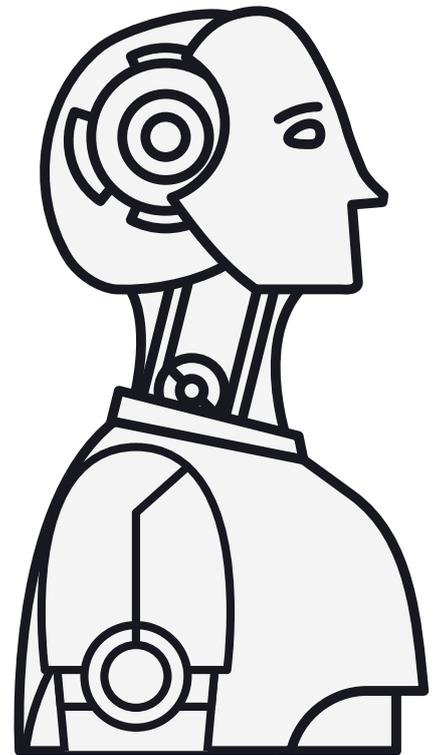
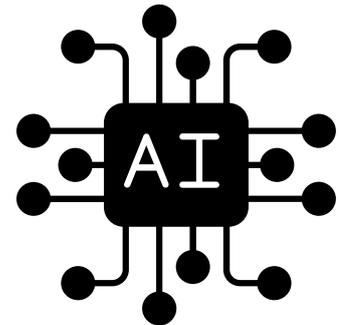
Il insiste sur la nécessité de réguler l'intelligence artificielle afin qu'elle serve le bien commun, et non les intérêts d'une élite technologique ou d'États dominants. Il met également en garde contre une possible "course à l'IA" entre grandes puissances, qui pourrait détourner cette technologie de ses objectifs humanitaires.

L'auteur souligne par ailleurs que l'intégration réussie de l'IA dépendra de la capacité des sociétés à former leurs citoyens à l'utiliser.

Selon lui, "le capital humain doit s'adapter à l'intelligence artificielle, pas l'inverse". Cela implique des réformes profondes des systèmes éducatifs et une sensibilisation accrue aux enjeux éthiques et technologiques.

En somme, Laurent Alexandre peint un tableau dans lequel l'intelligence artificielle n'est pas une menace, mais une opportunité historique pour améliorer la condition humaine.

Son livre invite à dépasser les peurs et les fantasmes pour embrasser une vision optimiste et proactive de l'avenir.





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME